

Le discours néo-libéral en Suisse: prolégomènes à l'analyse d'un projet hégémonique

L'objectif de cette contribution est d'évoquer certains problèmes découlant de l'approche utilisée pour construire et appréhender l'objet de notre recherche en cours. Celle-ci consiste en une analyse de la dynamique socio-politique de la Suisse depuis la crise économique de 1991. Cette crise a ouvert un processus de reconfiguration des rapports entre forces sociales qui a comme point central l'« offensive néolibérale » menée par une partie des milieux économiques. La difficulté de cet objet tient à l'articulation des trois dimensions qui sont au cœur de la recherche: l'économique, le politique et le symbolique. Il s'agit de proposer une perspective qui permette l'intégration de ces différentes dimensions et de donner des éléments de son opérationnalisation pour le cas de la Suisse. Nous procédons en partant d'une perspective marxienne pour définir l'économie dans un sens non-économiste et intégrant sa dimension politique et symbolique. Puis, nous explorons plus précisément la *Cultural Political Economy*, car elle constitue un programme de recherche qui reprend ce souci de réunir les trois dimensions dans une approche intégrée. Enfin, nous donnons une illustration de la mise en œuvre de ce programme de recherche dans le cas de la Suisse.

L'objectif de cette contribution* est d'évoquer certains problèmes découlant de l'approche utilisée pour construire et appréhender l'objet de notre thèse de doctorat en science politique en cours. Celle-ci consiste en une analyse de l'évolution socio-politique de la Suisse des quinze dernières années prenant comme point d'entrée la question de la construction (sociale) du sens dans le cadre de la représentation de l'économie. Cette construction sociale de la signification est analysée à partir de la transformation de la représentation *politique* de l'économie depuis la crise du début des années 1990. En l'occurrence, la représentation politique de l'économie renvoie à un double questionnement: d'une part, celui de la représentation de l'économie comme ensemble délimité de rapports sociaux définis comme rapports économiques, qui sont dès lors légitimés à être soumis à une logique économique¹. D'autre part, celui de la représentation des acteurs économiques eux-mêmes, plus précisément de la manière dont le discours de ces acteurs contribue à la transformation et à l'émergence d'identités sociales, en articulant de manière différenciée les groupes sociaux².

En prenant appui sur certaines études relatant l'« offensive néolibérale » sous ses différentes formes (Guex, 1998; Mach, 1999; Mach, 2006; Pelizzari, 2001; Udry et Marquis, 1996), l'on peut affirmer que la crise que traverse la Suisse depuis le début des années 1990 a engendré une reconfiguration des rapports entre forces sociales³. Nous pensons que l'une des manières les plus fructueuses de comprendre et d'expliquer cette reconfiguration est de l'interpréter en termes néo-gramscien: l'élaboration d'un *projet hégémonique*. Celui-ci s'est manifesté par la tentative de constitution, sur le moyen terme, d'un nouveau *bloc historique* (coalition hiérarchisée de différentes forces sociales), sous la direction des secteurs les plus internationalisés du capitalisme helvétique comprenant aussi bien des dirigeants d'entreprises que des économistes et des hommes politiques. Ce *bloc historique* élabore un discours portant sur les causes de la crise économique et avance un projet de sortie de crise. Ce discours, par son caractère général, sa diffusion ainsi que ses ambitions peut être, selon nous, appréhendé comme un *projet hégémonique*.

La difficulté de cette recherche tient à l'articulation de trois dimensions qui sont traditionnellement l'objet d'analyses disciplinaires séparées: l'« économique »,

*. Cet article doit beaucoup aux conseils et corrections d'Alex Martins. Remerciements également à Martin Benninghoff et aux reviewers pour leur lecture attentive et critique. Je reste néanmoins seul responsable de ce qui suit.

1. La logique économique étant définie ici dans sa dimension de logique de *valorisation*, i.e. de production de valeur, ce qui est la forme de logique économique dominante

dans le mode de production capitaliste.

2. Pour donner un exemple, l'émergence d'un discours sur l'innovation et l'économie de la connaissance permet, dans le cas de la Suisse, de contribuer à établir des relations d'équivalences et de différences entre groupes sociaux. Equivalences, d'une part, entre salariés bien formés et flexibles et entreprises compétitives au niveau mondial et, d'autre part, entre salariés aux qua-

lifications non-dynamiques et entreprises opérant sur le marché intérieur. Différences ensuite, entre ces différents groupes d'acteurs, les premiers étant définis positivement et les seconds négativement, par rapport à leur contribution au potentiel de croissance de la Suisse. Pour plus de détails voir Ramuz (2005).

3. Le qualificatif « sociale » renvoie ici à l'intégration des différentes

dimensions: économiques, politiques et sociales.

le « politique » et le « symbolique ». Une analyse intégrant ces trois dimensions dans l'articulation d'un fait social implique deux types de problèmes. Le premier est d'ordre théorique : il s'agit de proposer un cadre épistémologique et ontologique qui permette à la fois de rendre compte de l'intégration de ces trois dimensions et de leur apparente et relative séparation. Le second est d'ordre pratique et émerge dès lors qu'il faut exposer les résultats de la recherche de manière à illustrer le caractère intégré de ces différentes dimensions.

Ce sont ces deux questionnements qui constituent la trame de cet article. Premièrement, nous allons tenter de proposer une perspective théorique qui semble répondre au défi de l'intégration des différentes dimensions qui constituent les phénomènes sociaux étudiés. Ainsi, nous partirons d'une perspective d'anthropologie marxienne pour définir l'économie dans un sens non-économiste en intégrant sa dimension politique et symbolique. Puis, nous exposerons plus précisément la *Cultural Political Economy*, car elle constitue un programme de recherche qui reprend ce souci de réunir ces trois dimensions dans une approche intégrée. Enfin, nous donnerons une illustration de la mise en œuvre de ce programme de recherche dans le cas de la Suisse.

Rompre avec la coupure ontologique

Dans un premier temps, il s'agit donc de dépasser la conception dominante de l'économie comme sphère sociale séparée et, plus particulièrement, de tenter d'expliquer l'interdépendance complexe entre politique et économie. En effet, dans la plupart des courants de pensée, que ce soit en économie, en science politique ou sociale, la conception, implicite ou explicite, du rapport politique / économique dans les sociétés contemporaines est celle d'une séparation de plan ontologique entre deux sphères particulières du monde social. Celles-ci peuvent interagir selon différents modes, allant de la collaboration au conflit, mais de manière non-prédéfinie et extérieure. De sorte que les processus se déroulant à l'intérieur de ces sphères sont justiciables d'une étude séparée. Nous voudrions apporter ici quelques éléments montrant que, au contraire, il est nécessaire d'adopter un point de vue rendant compte de « l'intégration » de ces différentes dimensions.

L'une des manières de se départir totalement de cette conception dualiste est de revenir à une inspiration marxienne consistant à penser la société comme totalité contradictoire et articulée autour de la division sociale du travail, réquisit nécessaire à la (re)production humaine-sociale. Nous procéderons en abordant la question de la « nature » du rapport économique – politique – en deux temps : tout d'abord, au niveau d'abstraction anthropologique (niveau général) ; puis, au niveau d'abstraction de la forme que prend ce rapport dans les *formations sociales capitalistes*⁴.

Poser l'économie comme rapport anthropo-sociologique

Le premier pas nécessaire à un dépassement de la coupure ontologique de l'économie et du politique consiste en une interrogation sur la dimension anthropologique de l'économie comme ordre de pratiques faisant partie des conditions de l'existence humaine.

L'anthropologie marxienne de Godelier (1984) offre une explication de ce lien entre économique et politique dans une conception non-économiste de l'économie. Tout d'abord, cette réflexion implique de rappeler le paradigme anthropologique sur lequel repose la conception marxienne : l'être humain est un être social, et c'est son incomplétude fondamentale qui le contraint à produire et reproduire socialement les conditions de son existence. Ainsi, l'espèce humaine ne peut survivre qu'au travers du travail social (incluant la production, la communication et la reproduction). Dès lors, chaque société donnée repose sur une forme spécifique d'organisation du travail social (*les rapports de production*) et sur une forme spécifique d'appropriation du surtravail⁵.

Cela ne nous dit encore rien de la forme que prend cette organisation sociale du travail. Mais, l'intérêt de cette approche pour notre problématique réside dans le fait que les *rapports de production* prennent dans différentes sociétés des formes différentes, ce qui permet d'éviter une réification de « l'économie ». L'exemple des sociétés précapitalistes illustre le fait que, loin de constituer le rapport base-superstructures⁶ en barrière ontologique, l'approche de K. Marx permet de les penser comme totalité organique. En effet, dans les sociétés pré-capitalistes, les rapports qui organisent la structure économique de la société se situent du

4. Le concept de *formation sociale* en tant que chevauchement de modes de production non-contemporains. Dans le cas du capitalisme, cela permet de rendre compte de la société en tant que totalité médiée et articulée (ou émergente) dont le centre de gravité est constitué par le processus de valorisation (production généralisée de plus-value, donc généralisation du rapport salarial), mais qui comprend également d'autres formes de production comme le travail des femmes dans

le cadre des « tâches ménagères » ou la subsistance de petites productions agricoles.

5. Le surtravail est le travail effectué une fois que le travail défini comme socialement nécessaire à la reproduction de l'individu est effectué. Dans toute société, une partie des acteurs (guerriers, prêtres, propriétaires des moyens de production représentant des castes, groupes ou classes) s'approprient ce surtravail.

6. La base représentant « le matériel » et les superstructures « l'idéal ». Godelier (1984) montre bien que ce ne sont pas des réalités ontologiquement séparées, mais des abstractions construites par la pensée.

côté des superstructures⁷. Dans ce cadre, la « structure économique » n'a aucune existence réelle séparée. Néanmoins, l'économie ne peut pas, de ce point de vue, être définie comme un espace social comme un autre, puisque la reproduction de la vie (qui passe par la socialisation du travail) implique la contrainte des rapports « économiques » et ceci pour tous les *agents*. Cette nécessité étant indépendante de la forme que prennent les rapports de production. C'est ce qu'illustre également la différenciation qu'établit Polanyi entre « économie substantive » et « économie formelle » :

Le sens substantif provient de ce que l'homme est manifestement dépendant de la nature et des autres hommes pour son existence matérielle. Il subsiste en vertu d'une interaction institutionnalisée entre lui-même et son environnement naturel. (...) Le sens formel a (par contre) une origine entièrement différente. Provenant de la relation des moyens aux fins, il est un universel dont les référents ne sont restreints à aucun champ particulier d'intérêts humains. (...) Un tel sens sous-entend le verbe « maximiser », ou encore dans son acceptation populaire « économiser » (...) (Polanyi, 1986 : 21).

Ainsi, en abordant le problème de ce rapport politique-économique au niveau d'abstraction de l'espèce humaine⁸, on peut affirmer que l'« économie » existe dans toute forme de société comme contrainte anthropologique de produire socialement.

Cela permet de comprendre deux éléments essentiels de notre raisonnement. D'une part, le fait que l'économique et le politique ne peuvent être séparés que par abstraction, par un acte de pensée et pour les besoins de la recherche, alors qu'ils sont ontologiquement liés. D'autre part, cela renvoie à une explication non-déterministe du caractère déterminant de l'économie dans l'architecture des rapports sociaux. En effet, l'économie apparaît comme étant déterminante non pas en raison d'une décision arbitraire du théoricien mais simplement car elle est le concept de l'organisation de la production et de la reproduction de l'existence humaine-sociale.

Cette abstraction anthropologique prend des formes différentes suivant le type d'organisation sociale. Ainsi, on pourrait affirmer que, tout comme le politique

(organisation de la contrainte de vivre en société) ne correspond pas à la *politique* (sphère sociale différenciée et apparaissant comme le lieu des rapports politiques), l'*économique* (manière contingente d'organiser la production, distribution et reproduction) ne correspond pas à l'*économie* (sphère sociale différenciée apparaissant comme le lieu autonome des rapports économiques).

La forme du rapport économie-politique dans la société capitaliste

Ces dernières remarques sur les formes de l'économie dans les différents types de sociétés nous amènent précisément à la forme qu'elle prend au niveau d'abstraction des *formations sociales capitalistes*. Cette forme offre l'apparence d'une séparation entre économique et politique. Avec l'émergence du capitalisme comme mode d'organisation social de la production, l'économie, pour la première fois dans l'histoire, prend l'apparence d'une institution autonome : le marché, décrit comme étant autorégulateur. Si cette apparence est aussi efficace, c'est parce qu'elle repose sur des phénomènes qui semblent attester de sa réalité matérielle. En effet, alors que le féodalisme reposait sur une privatisation du pouvoir politique signifiant une intégration de l'appropriation privée à l'organisation autoritaire de la production (servage) et faisait ainsi clairement apparaître le lien organique entre économique et politique, l'économie apparaît, dans le capitalisme, comme un espace social séparé et autonome (Meiksins et Wood, 1995). On se trouve ainsi face à la description d'un espace social différencié au sein duquel le politique serait représenté par l'Etat et l'économique par le marché, rabattant ainsi la question complexe de l'interdépendance entre *le/la politique* et *l'économie-l'économique* à une différenciation sociale d'ordre topologique et ontologique. Or, cette apparence masque le fait que le rapport organique entre économique et politique subsiste, ce qui nous conduit à récuser la conception topologique du politique et de l'économique, car, comme l'écrit Poulantzas (1978 : 18) :

Le politique-Etat (mais c'est également le cas pour l'idéologie) fut toujours, bien que sous des formes différentes, constitutivement présent dans les rapports de production et, ainsi, dans leur reproduction. (...) La place de l'Etat par rapport à l'économie n'est jamais que la modalité d'une présence constitutive de l'Etat au sein

7. « Les rapports de parenté, de filiation et d'alliance servaient donc de support et de cadre à l'appropriation abstraite (propriété) et concrète (procès de travail) de la nature. Ces rapports, combinés avec les rapports entre les sexes et entre les générations, constituaient l'armature sociale des divers procès matériels de production. Ils fonctionnaient à la fois : 1) comme condition sociale de l'appropriation abstraite de la nature et de ses ressources, 2) comme base de l'or-

ganisation sociale et de la coopération des individus et des groupes dans les divers procès concrets d'exploitation matérielle des ressources (chasse, cueillette, pêche), et 3) comme cadre de leur partage. Les rapports de parenté assumaient donc bien dans ses sociétés les trois fonctions qui définissent des rapports de production. Ils en constituaient la donc la structure économique, ils étaient le lieu et la forme de l'économie dans ces sociétés » (Godelier, 1984 : 184).

8. Ollman (2005) différencie sept niveaux de généralités dans les abstractions que Marx utilise dans ses recherches, du niveau le plus spécifique (ce qui fait l'individualité d'une personne) au niveau le plus général (« les qualités que nous possédons comme parties matérielles de la nature ») (Ollman, 2005 : 82).

même des rapports de production et de leur reproduction».

À la dimension anthropologique, point commun du rapport politique-économique dans tout type de société, s'ajoute un second facteur, caractéristique des formations sociales capitaliste. L'aspect intrinsèquement politique de l'économie dans sa forme capitaliste est le corollaire du caractère contradictoire des rapports socio-économiques⁹. Ces contradictions impliquent que la reproduction de l'« économie » (des *rapports de production*) ne peut être assurée par les seuls mécanismes de marché, et qu'elle repose donc sur l'organisation politique de la société (i.e. les *rapports de production* sont immédiatement politiques). Sur ce point, tant Polanyi – qui affirmait que la domination d'une production marchande supposait une société de marché¹⁰ – que Marx – pour qui le capitalisme comme système social émerge avec la production pour le profit – se rejoignent en affirmant le caractère immédiatement socio-politique de l'économie¹¹.

Ces contradictions tissent la trame de l'ensemble de la formation sociale et sont reproduites tant que l'organisation capitaliste de la société est reproduite (Jessop, 2002 : 17ss). Car, comme l'écrit Aglietta (1997 : 17) :

« D'un point de vue théorique, la crise est première. D'abord comme possibilité : aucun travail privé n'est jamais sûr de voir son résultat reconnu par la société. (...) Ensuite comme origine des formes structurelles : ces formes ne proviennent d'aucune loi transcendante, elles n'obéissent à aucun principe universel de coordination : elles sont les produits de la rivalité sociale (...) le fonctionnement des institutions sociales exprime une médiation et non pas une suppression des conflits ».

L'immanence de la crise rend ainsi problématique la reproduction des rapports sociaux capitalistes et ouvre ainsi

à l'analyse de l'organisation politique de la société. Cela conduit certains auteurs marxistes (Jessop, 1990 ; Jessop, 2002 ; Tran, 2003) à affirmer que l'analyse marxiste des formations sociales capitalistes doit être à la fois une analyse de la forme-valeur et de la forme-Etat¹². Cela suppose « () une analyse du dédoublement de la société moderne en deux sphères le politique et l'économique formellement séparées, des rapports de polarité entre société civile et Etat moderne, et aussi de la dualité ou ambivalence de celui-ci. En d'autres termes, la séparation ne signifie pas, comme le pose l'économie politique, l'exclusion du politique de la sphère économique, mais une forme contradictoire d'exclusion inclusion, l'unité polaire de l'économique et du politique » (Tran, 2003 (II) : 264-265).

La perspective qu'ouvre ce type d'analyse du rapport économique-politique implique deux enseignements importants.

Le premier est la centralité de l'indétermination. L'analyse marxiste ne peut pas être une analyse de la cohérence, mais doit être une analyse des contradictions et de leur résolution provisoire par la cristallisation de rapports politiques, économiques et sociaux particuliers. Cette « primauté » des contradictions a d'importantes conséquences. D'abord, *la société n'existe pas*, en tout cas pas comme totalité structurelle, ce qui disqualifie d'emblée la tentation structuraliste. En effet, dans cette perspective, la société n'est que le telos sous-tendu par des processus de socialisation (et de *totalisation*) résultant de luttes sociales, donc en constante transformation. La catégorie centrale est le déséquilibre, donnant ainsi un fondement immanent à la question du changement. Ensuite, l'analyse de la *forme valeur* et de la forme Etat, indéterminées en elles-mêmes puisque leur substance est susceptible de varier, doit être complétée par une investigation des stratégies qui les déterminent. Ces stratégies étant la *stratégie d'accumulation*¹³ pour la forme valeur et le projet

d'usage et valeur d'échange. Les marchandises étant produites comme *valeur d'échange* mais la réalisation de leur valeur le fait qu'elles soient échangées contre de la monnaie, nécessité de la reproduction du cycle du capital, dépend du fait qu'elles trouvent un acheteur sur le marché, donc qu'elles revêtent également une *valeur d'usage*. Ainsi, la coordination se fait ex-post (par le « marché »), la séparation entre production et vente entraînant que le bouclage du cycle n'est pas certains, donc la possibilité de la crise (Marx, 1993 ; Vadée, 1992). De plus, la loi de la valeur engendre une conflictualité sociale à plusieurs niveaux : conflit capital/travail, conflit entre diverses *fractions de capital*, concurrence entre capitaux. Ces multiples conflits renvoyant à un déséquilibre constant, prenant la forme de stabilisations provisoires.

10. Comme il l'explique très clairement : « La voie du libre échange a été ouverte, et maintenue ouverte,

par un accroissement énorme de l'interventionnisme continu, organisé et commandé du centre. C'est une affaire très compliquée que de rendre la « liberté simple et naturelle » d'Adam Smith compatible avec les besoins d'une société humaine » (Polanyi, 1983 : 190).

11. L'affinité de leurs conceptions est peut-être la plus remarquable dans l'appréhension du renversement du travail, de la terre et de la monnaie comme rapport social. En effet, tous deux s'accordent sur le fait que c'est la marchandisation de ces trois rapports sociaux qui fonde la possibilité d'établir une production pour le profit. Ils s'accordent également pour dire que cette marchandisation est « fictive », au sens où les mécanismes de marché seuls ne peuvent assurer la reproduction de ces trois rapports sociaux sur le long terme, ce qui fait de l'idée d'une économie autonome et autorégulatrice un non-sens.

12. Cette approche suppose que l'analyse de l'Etat moderne doit être menée selon la même méthodologie des niveaux d'abstraction que celle du *Capital* (Tran, 2003 (II) : 335).

13. La stratégie d'accumulation est l'unification des différents moments du circuit du capital sous l'hégémonie d'une fraction de capital (l'exemple à l'heure actuelle est l'hégémonie du capital financier).

9. Ce caractère contradictoire découle de ce que K. Marx appelle *loi de la valeur*, qui renvoie au fait que la production est organisée dans le but du profit. Cette production est organisée autour de l'appropriation de plus-value dans la sphère de production fondant un rapport antagoniste entre capital et travail, lequel rapport est au fondement de l'irréconciliable contradiction travaillant les formations sociales capitalistes. De plus, la loi de la valeur implique la scission entre *valeur*

hégémonique – dans sa dimension de projet étatique – pour la forme Etat (Jessop, 1990 : 196)¹⁴. Enfin, la question de la/des crise(s) est intrinsèquement liée au fonctionnement de l'organisation socio-économique. Dès lors, il n'y a pas de situation « normale » qui s'opposerait à une situation « pathologique », mais différentes manières de déplacer et différer les contradictions permettant une stabilisation (provisoire), qui nécessite un travail de soutien constant.

Le second enseignement, découlant du premier, est l'aspect intrinsèquement politique de l'économie. La gestion des contradictions de l'économie requiert cette « unité polaire » entre Etat et société civile. L'Etat a donc un rôle central dans l'organisation et la stabilisation (provisoire) des processus de valorisation. C'est en effet par le biais de l'Etat que la forme spécifique de la gestion des contradictions apparaît comme l'institutionnalisation de l'intérêt général¹⁵. En effet, l'Etat, par sa forme démocratique et administrative, légitime un contenu institutionnel qui organise la société d'une manière qui tend à privilégier certains intérêts au détriment d'autres. Or, comme la forme de gestion des contradictions n'est pas donnée à l'avance, elle est enjeu de lutte.

Cette lutte, corollaire de l'indétermination de la forme de la gestion des contradictions, porte en elle la marque du lien organique entre politique et économique. De plus, en tant qu'elle stabilise provisoirement des rapports sociaux particuliers, en excluant d'autres, cette lutte est également pleinement une lutte pour les représentations, ce qui met la construction (sociale) des représentations au cœur de la problématique.

Une telle configuration rend nécessaire une approche qui synthétise trois éléments cruciaux pour la compréhension de la dynamique sociale : une explication de la nécessité, jamais totalement achevée, de constitution de

la société comme totalité (ordre social), sur la base de la construction discursive (par les « idées ») d'une vision particulière du monde social se donnant pour universelle et portée par une coalition – hiérarchisée, et donc instable – d'acteurs, entrant en compétition avec d'autres visions du monde, portées par d'autres groupes sociaux. Ceci résultant notamment en la cristallisation (toujours provisoire) d'un type particulier d'organisation politique de la société. Afin de rendre compte de cette nécessité d'intégrer la triple dimension économique, politique et symbolique, nous nous sommes tournés vers une approche revendiquant cet aspect englobant.

La *Cultural political economy* comme approche intégrée

Comme nous l'avons vu, le caractère contradictoire des rapports sociaux capitaliste engendre une nécessaire régulation socio-politique. Ce problème est l'objet principal de la Théorie de la Régulation (TR)¹⁶ qui tente ainsi de comprendre comment s'opère la régularisation (toujours provisoire) d'un ensemble de rapports sociaux contradictoires et s'oppose ainsi à la reproduction dans son sens althussérien (Lipietz, 1988). L'architecture conceptuelle de la TR a permis de donner des clés d'analyse du caractère socio-politique de l'économie (Boyer, 2004b ; Théret, 1992), mais la TR a négligé l'importance de la contribution de la construction des significations à la régulation (Demirovic, 1992 ; MacLeod, 1997).

C'est cette omission que permet de combler la *Cultural political Economy* (CPE) (Jessop, 2004 ; Jessop et Sum, 2006 ; Palan et Cameron, 2004 ; Sum, 2004) en remettant la construction de la signification (*sémiotique*) au centre de l'analyse. Les coordonnées de cette approche sont données par le pôle de la critique de l'économie politique, d'une part, et celui de l'analyse du discours, de l'autre. Son objectif étant de comprendre la dimension fondamentalement sémiotique¹⁷ des phénomènes socio-économiques tout en restant fermement ancré dans une réflexion sur les contradictions du capitalisme. Ces deux « piliers » (approche marxienne et analyse de discours) ont un lien fort, car la dimension sémiotique est un des éléments permettant de différer et déplacer (provisoirement) les contradictions des *formations sociales capitalistes*.

14. La distinction entre projet hégémonique et projet étatique renvoie, selon nous, à la différence entre l'Etat intégral (*stato integrale*) de Gramsci (Société politique (Etat) + société civile), lieu du projet hégémonie et l'Etat (au sens restreint, institutionnel), objet du projet étatique.

15. Dans la réussite d'un projet hégémonique l'Etat est central, mais pas déterminant, car, comme l'écrit Hirsch : « Hegemonialen Strategien

beziehen sich im Kern immer auf den Staatsapparat und sind als so gennante <politische führung> eine wesentliche Bedingung seiner Kohärenz und Einheitlichkeit. Aber sie haben in diesem weder ihre entscheidende Basis noch ihren Ursprung » (Hirsch, 2002 : 67).

16. Pour une introduction à la TR voir notamment Boyer (2004a) et l'article critique de Husson (2001). Pour un état des lieux de 30 ans de recherches des différentes variantes

de la TR voir Jessop et Sum (2006).

l'analyse sémiotique (Fairclough et al., 2002 : 10).

17. Fairclough, Jessop et Sayer utilisent le terme « sémiotique » plutôt que celui de « discours » car, d'une part, « sémiotique » possède une plus grande extension et renvoie également à des formes non-verbales de communication et, d'autre part, le terme de « discours » est un concept se référant à des représentations particulières du monde dans l'architecture conceptuelle de

Sur le plan théorique, il y a une homologie structurale entre la critique marxienne de l'économie politique et les analyses sémiotiques – la *Critical Discourse Analysis* (CDA) notamment – sur lesquelles la CPE s'appuie. Les deux approches mettent au centre de leurs analyses à la fois le caractère ouvert, contingent et processuel de l'organisation de la société¹⁸ et le fait que la régularisation des rapports sociaux nécessite une réduction de la complexité – du sens et des pratiques « matérielles » –, ce qui a pour effet de marginaliser certains groupes sociaux. La construction sémiotique permet ainsi la suppression, dans le discours uniquement, du caractère contradictoire des rapports sociaux¹⁹. L'effet « matériel » de cela est que les contradictions sont déplacées sur certains groupes sociaux – ceux qui n'ont pas accès au discours –, ce qui permet de les différer dans le temps et de les déplacer dans l'espace. Jessop explique bien ce mécanisme en ce qui concerne l'économie :

The recursive selection of semiotic practices and extra-semiotic processes at these scales tends to reduce inappropriate variation and to secure thereby the 'requisite variety' (constrained heterogeneity rather than simple uniformity) that supports the structural coherence of economic activities » (Jessop, 2004 : 165).

L'aspect sémiotique ne se surajoute pas aux autres dimensions, il est une dimension constituante de toute pratique sociale. Dans ce cadre, le *moment sémiotique* prend donc sa place dans une économie des *pratiques*, i.e. comme médiation entre structures et action. Ainsi ce *moment sémiotique*, pour particulier qu'il soit, n'est qu'un *moment* dans un processus social plus général. Harvey (1996 : 77ss) pose bien cette problématique de la place du sémiotique en définissant six moments des processus sociaux : langage, discours (sémiotique) / pouvoir / croyance, désirs, valeurs (imaginaire) / institutions,

rituels / pratiques matérielles / rapports sociaux (formes de socialité). Cette distinction est d'ordre purement analytique (et non pas ontologique) et le moment discursif (sémiotique) est également une forme du pouvoir, des institutions, des pratiques matérielles, car il internalise ces autres moments. De plus, il est *articulé* aux autres moments, ce qui implique qu'il doit être compris dans la configuration plus générale du processus social dont il fait partie.

L'accent mis sur le *moment sémiotique* ne doit donc pas pour autant laisser penser à un constructivisme absolu, car le développement d'« imaginaires économiques » (la construction sémiotique de l'économie) est le fruit de l'action de forces économiques, politiques et intellectuelles (partis politiques, *think tanks*, organisations internationales). Ainsi, de nouvelles formes structurelles et organisationnelles sont développées pour institutionnaliser ces liens²⁰. Un imaginaire économique n'est donc pas qu'un construit discursif, il s'appuie sur des forces socio-politiques qui sont ses forces constitutives dans le « monde matériel »²¹. De plus, un imaginaire économique qui réussit à s'imposer transforme et naturalise certains éléments de l'organisation politique de la société, la dimension sémiotique n'est donc pas convoquée *post festum* pour légitimer un état de fait.

L'analyse du *moment sémiotique* offre ainsi un point d'entrée pour appréhender l'économie comme *objet de régulation*, i.e. comme ensemble de rapports sociaux construits, résultant de rapports de forces, et légitimé politiquement par leur inscription dans la matérialité institutionnelle de l'Etat. Cette analyse relève « méthodologiquement » d'une analyse de discours dépassant le cadre de la linguistique comme *discipline*.

C'est une telle perspective qui est développée par la *Critical Discourse Analysis* (CDA), (Chouliarakis et

de ne pas renoncer à une analyse en terme de classe. Selon nous, c'est précisément la tension entre ces différents niveaux qui confère à la perspective gramscienne son acuité heuristique.

19. Il faut souligner ici la différence entre conflit et contradiction. Une construction sémiotique de la société comme non-contradictoire ne veut pas dire qu'elle est exempte de description de conflits. Au contraire, la mise en discours de la société pose des lignes de conflictualité pour expliquer la situation de crise (la stigmatisation des travailleurs étrangers dans une situation de haut taux de chômage par exemple), mais ces conflits ne sont pas des contradictions au sens où ils sont présentés comme pouvant être résolus dans le cadre donné de la société

20. Les exemples sont nombreux, comme l'illustrent les restructurations de l'Etat. On peut prendre

celui de la monnaie, dont le changement de fonction qui a lieu entre le dispositif keynésien (monnaie facteur de demande) et le dispositif monétariste (facteur d'offre) engendre des reconfigurations dans l'organisation étatique de sa gestion, dont l'indépendance des banques centrales est une des illustrations. De même, la forme de la gestion étatique de la force de travail cristallise institutionnellement des rapports différents selon qu'elle est modelée sur le principe du *Welfare* ou sur celui du *Workfare*.

21. Les théoriciens de la CPE et de la CDA affirment qu'il faut différencier « construction » (position constructiviste) de « construal » (position du réalisme critique) : « A realist would argue that although aspects of the social world such as social institutions are ultimately socially constructed, once constructed, they are realities which affect and limit the textual (or <discursive>) construction of the social. We need

to distinguish <construction> from <construal>, which social constructivists do not: we may textually construe (represent, imagine, etc.) the social world in particular ways, but whether our representations or construals have the effect of changing its construction depends upon various contextual factors, including the way social reality already is, who is construing it, and so forth. So, we can accept a moderate version of the claim that the social world is textually constructed, but not an extreme version » (Fairclough 2003:8-9).

22. Du point de vue économique, le caractère international de la crise de 1974-75 fait qu'elle touche tous les pays industrialisés. Sur ce point voir Mandel (1985 : 9). Néanmoins, cette crise généralisée revêt des significations nationales différenciées en raison, schématiquement, des éléments suivants. D'abord, la structure économique des pays implique qu'ils ne sont pas tous

18. Pour une bonne synthèse de cet aspect, voir Laclau and Mouffe (2001), même si nous ne partageons pas leur analyse du « post-marxisme ». Selon eux, l'analyse de Gramsci souffre d'une tension entre l'économisme hérité de la conception léniniste de l'hégémonie comme simple alliance de classe et une conception de l'hégémonie en tant que processus purement politique d'articulation sémiotique génératrice d'identités sociales. Le problème de Gramsci, selon eux, étant

Fairclough, 1999 ; Fairclough, 2003). Cette approche part des préoccupations de la linguistique pour les intégrer dans une approche générale apte à analyser la médiation sociale du discours. Intégrée à la CPE, la CDA constitue une manière de saisir la dimension sémiotique des faits sociaux et, particulièrement, de repérer les stratégies et les processus de constitution d'identités sociales. Dans cette perspective, c'est la génération d'ordres du discours (ou ordres sémiotiques) qui devient le point de focalisation de l'analyse. En effet, les possibilités de signification des structures sémiotiques abstraites (les langages comme le français, l'anglais, etc.) sont tellement étendues que, pour comprendre les principes générateurs des textes (les « événements » ou les « faits » dans leur dimension sémiotique), il faut introduire la question de la médiation des pratiques sémiotiques (i.e. les régularités relatives et provisoires), comme principes d'ordonnement. Ce sont les ordres sémiotiques qui représentent l'organisation sociale et le contrôle des variations sémiotiques (Fairclough, 2003 : 25). Cette perspective, qui reprend notamment l'inspiration de Foucault du discours comme forme de pouvoir (Foucault, 1971), affirme que l'émergence d'un ordre sémiotique constitue un moment de la lutte hégémonique. Dans ce cadre, l'ordre sémiotique est la face discursive de l'équilibre instable qu'est une hégémonie, ce qui implique que l'articulation et la ré-articulation d'ordres sémiotiques constituent l'un des objectifs de la lutte hégémonique (Fairclough, 1992 : 93).

Vers une économie politique culturelle de la formation sociale suisse

Dans cette dernière partie, nous allons donner quelques éléments illustrant l'utilité heuristique d'une interprétation en termes de CPE en esquissant son opérationnalisation dans le cas de la Suisse. Il s'agit également d'expliquer en quoi nous pensons qu'il peut être fructueux d'appréhender la dynamique socio-politique de la

touchés de la même manière. Ensuite, les groupes socio-politiques en lutte interprètent la crise d'une certaine manière et la constituent ainsi dans un processus de production du sens. Ces éléments expliquent que l'on se trouve face à des solutions différentes à la crise. La Grande-Bretagne a expérimenté un tournant néo-libéral et une désindustrialisation brutale, tandis que la France a dans un premier temps (court il est vrai) vu un gouvernement socialiste tenter de pousser à bout la logique keynésienne. Pour un panorama des différentes évolutions voir notamment Overbeek (1993).

23. Le système politique suisse dispose d'un gouvernement composé de sept Conseillers fédéraux, parmi lesquels sont représentés les trois partis bourgeois (Parti radical (PRD), Parti démocrate chrétien (PDC) et Union démocratique du centre (UDC)) ainsi que le Parti socialiste (PS). Les décisions y sont prises de

manière collégiale, i.e. l'ensemble du collège gouvernemental est sensé défendre les décisions prises. Cette collégialité symbolise la dimension très large du bloc historique, mais également le fait que certaines forces, particulièrement le PS, sont intégrées en position subalterne.

24. Cette notion est utilisée par Mach afin de qualifier plus précisément le type de fonctionnement de l'économie politique de la formation sociale suisse. Elle permet notamment de montrer les arrangements qui se nouent entre Etat, associations patronales et syndicats en soulignant que les rapports « consensuels » qui se nouent entre ces trois « acteurs » sont construits sur la base d'une prépondérance historique des associations patronales et d'une faiblesse structurelle des syndicats.

25. Comme le montre Mach (2006 : 107-111), les années 1970 et 1980

Suisse des années 1990 comme la résultante d'un projet hégémonique.

Les contradictions : conditions nécessaires...

Le premier point consiste à replacer la dynamique de la formation sociale suisse à l'intérieur des contradictions touchant l'ensemble des formations sociales capitalistes. Le cas de la Suisse démontre que la gestion de ces contradictions revêt une dimension contingente liée à des rapports de forces socio-politiques spécifiques. En effet, la montée générale des contradictions du capitalisme aboutissant à la crise mondiale des années 1970 ne s'est pas traduite de la même manière ni au même rythme dans les différentes formations sociales capitalistes²².

Dans le cas de la Suisse, la crise économique des années 1970 est gérée comme une crise dans le mode de régulation sociale. Cela implique que le bloc historique prévalant – symbolisé au plan politique par la coalition gouvernementale²³ réunissant les trois grands partis bourgeois et le parti socialiste et, au plan des forces sociales par ce que Mach (2006 : 94-106) définit comme une version « libérale-conservatrice » du corporatisme démocratique²⁴, – ne subit pas de remise en question profonde, pas plus que la configuration des arrangements socio-politiques n'est radicalement attaquée. Les changements se font à la marge et leur poids est porté par groupes sociaux déjà « marginaux ».

La capacité d'absorber la crise par des changements incrémentaux²⁵ n'induisant pas une reconfiguration hégémonique d'ampleur s'explique par les traits particuliers de la formation sociale helvétique²⁶. A ceci s'ajoute une stratégie de gestion de la crise économique qui fit porter les coûts de celle-ci sur des groupes sociaux « marginaux », ne participant pas du bloc historique prévalant à l'époque. Cela permet de différer la crise en portant

sont marquées par la continuité et la stabilité, malgré l'ampleur des pics de récession (1975-1976 et 1982). Les changements sur le plan politique concernent la politique de la main d'œuvre étrangère, des mesures de relance économique sous la forme d'un programme d'investissement (1975), ainsi que l'instauration d'une assurance chômage fédérale obligatoire en 1977. De plus, les restructurations nécessaires à l'adaptation de certaines industries face à la concurrence se sont faites sans interventions importantes de l'Etat. Le plus important pour notre propos étant que cette situation de crise n'a pas été construite comme la manifestation de la nécessité d'un changement radical des arrangements politico-économiques.

26. La Suisse n'était pas au cœur du régime d'accumulation fordiste et ne correspondait pas aux canons de ce mode de régulation. Elle participait du régime d'accumulation par

ses industries de niche (chimie, industries des machines) qui s'inséraient dans la division internationale du travail façonnée par le régime d'accumulation fordiste, de même que par sa place financière. De plus, les outils keynésiens de politique économique n'ont jamais vraiment fait partie des options de politique économique des milieux dirigeants helvétiques. La Suisse avait quitté le système de Bretton Woods en 1973 déjà (elle fut la première nation importante à le faire), et la BNS (Banque Nationale Suisse) a adopté alors une politique monétaire basée sur le principe du monétarisme, axant son activité sur la stabilité des prix (Genberg et Kohli, 1997 ; Lambelet, 1993).

les contradictions au-delà du cœur du marché du travail helvétique²⁷. Les victimes de cette restructuration furent en effet principalement des salariées femmes, qui furent exclues du marché du travail et retournèrent ainsi à des tâches domestiques, ainsi que des travailleurs immigrés, auxquels on ne renouvela pas les autorisations de travail. Deux catégories sociales dont les identités ne jouaient pas un rôle centralisateur dans la constitution de la figure du travailleur salarié.

Ces éléments expliquent également que la gestion de la crise «économique» n'a pas impliqué de crise «socio-politique». Ce qui implique que les changements de cette époque, malgré de profondes restructurations de l'économie helvétique, n'aient pas été construits discursivement comme un «tournant», comme cela a pu être le cas en France ou en Angleterre. Mais cela implique également que, pour la période suivante, le terrain était largement défriché par les exemples d'autres pays²⁸.

Ce premier point illustre la nécessité d'une approche permettant de rendre compte de la dynamique générée par les contradictions inhérentes au capitalisme. Mais il montre également que cela ne suffit pas à expliquer la direction du mouvement suscité par cette dynamique. Pour cela, il faut descendre d'un niveau d'abstraction pour se pencher sur les stratégies des différentes forces sociales, ce qu'illustre encore la période de restructurations qui s'ouvre à partir de la crise économique de 1991.

... mais non suffisantes à l'émergence d'un projet hégémonique

A la période de reconfigurations «économiques» des années 1970-1980 succéda une prise d'initiative politique de la part d'une partie des milieux socio-économiques helvétiques, remettant cette fois-ci en cause des éléments centraux de la constitution du *bloc historique*. C'est en ce sens qu'il est possible, à notre avis, de parler d'un nouveau *projet hégémonique*. Car, c'est dans cette période de crise et d'incertitude quant aux déterminants de cette crise que se constitue une nouvelle conception générale de la manière dont la Suisse devrait reformer son organisation socio-politique.

Plus concrètement, la montée massive du chômage depuis le début des années 1990²⁹ donne l'occasion d'une *médiation discursive* de la crise produite par un *bloc*

historique en phase de constitution autour des *fractions de capital* opérant directement sur les marchés mondiaux (chimie, secteur bancaire, industrie des machines). Ce *bloc historique* avance un *projet hégémonique* «national-populaire» de reconfiguration de l'ensemble de la formation sociale suisse autour de la libéralisation massive de tous les secteurs (Leutwiller, *et al.* 1991; Pury, *et al.* 1996). Les *fractions de classe*, représentées ici par les grands entrepreneurs, qui prennent l'initiative court-circuitent de ce fait les mécanismes traditionnels de représentation politique de l'économie en substituant une intervention personnelle à celle des associations patronales, marquant ainsi la rupture par rapport à la gestion usuelle des rapports économique-politiques (Mach 1998).

Cette rupture «politique» est une rupture dans le *bloc historique*. Jusqu'à cette période, les différentes fractions des milieux économiques suisses (économie extérieure et économie domestique) avaient constitué un *bloc historique* très large, intégrant également les milieux agricoles et une large partie des associations de travailleurs (en position subalterne) autour d'un projet de «partenariat social» et de «paix sociale»³⁰. Les acteurs représentant les *fractions de capital* suisse ayant pour domaine les marchés mondiaux constituent ainsi un nouveau *projet hégémonique* qui affaiblit la position des milieux économiques (construction, commerce de détails, agriculture) liées au marché intérieur et porte une offensive contre le salariat. Cela engendre également la tentative d'imposition d'une nouvelle *stratégie d'accumulation* visant à ouvrir de nouveaux secteurs d'investissement. Ce qui se reflète notamment dans la remise en question des «politiques de compensation» régissant l'économie domestique³¹.

La stratégie politique de ce *projet* consiste à décrire la situation de crise (chômage et manque de croissance) de la Suisse comme la résultante de blocages des réformes

soutien des forces sociales nécessaires à leur constitution comme élément d'un *projet hégémonique*, i.e. leur diffusion dans l'Etat et la Société civile. Lordon (1999: 181) formule bien le problème en évoquant la théorie de la «désinflation compétitive» dans le cas de la France: «le référentiel n'a de chance de s'établir comme vision du monde dominante que s'il rencontre la validation et le soutien actif de groupes sociaux suffisamment dotés en ressource de pouvoir pour en constituer quelque chose comme le bloc hégémonique. Un référentiel s'établit donc à l'articulation d'un domaine de la production symbolique et d'une coalition des intérêts dominants du moment».

notamment (Jost, 2001; Masnata et Rubattel, 1995).

31. Ces politiques de compensation sont typiques des «petites économies ouvertes» (Katzenstein, 1985). Dans le cas de la Suisse, elles se reflètent dans le traitement de la structure économique duale représenté par des secteurs d'exportation très concurrentiels au niveau international et des secteurs produisant quasi-uniquement pour l'économie domestique et bénéficiant de protection et/ou de subventions, l'exemple paradigmatique étant le traitement du secteur agricole.

27. La récession internationale de 1974-1975 entraîna la perte de 250 000 emplois de 1974 à 1976, dont 66% d'immigrés et 25% de femmes (Udry, 1991: 315).

28. Comme le fait remarquer Baltenasperger (2005: 20) des formes de construction discursives de la crise similaire à celle que porte le *projet hégémonique* des années 1990 lui pré-existent, principalement provenant des économistes, mais elles ne bénéficient pas alors du

29. Le taux de chômage passe de 1,1% en 1991 à 4,5% en 1993 (OFS, 2005).

30. Pour une critique de l'utilisation de la notion de consensus pour décrire les rapports sociaux dans la formation sociale helvétique, voir

structurelles (présentées comme) nécessaires de son économie. Ces réformes permettraient de renouer avec une croissance profitable pour l'ensemble de l'économie et du pays. Ces blocages sont décrits comme étant le fruit des arrangements néo-corporatistes et du fonctionnement de la démocratie helvétique. Cela permet d'établir une critique touchant à la fois les organisations syndicales et les associations patronales liés au marché domestique, en les présentant comme des associations bénéficiant de rentes de situation du fait de leur intégration aux processus de décision (par leur présence dans les commissions extra-parlementaires et le statut qu'elles ont acquis dans la phase pré-parlementaire). Ces associations se serviraient ainsi de leurs «rentes de situations» pour bloquer les réformes «nécessaires» au retour de la croissance, et privilégieraient ainsi leurs «intérêts particuliers» au détriment de l'«intérêt général»³².

Le moment sémiotique comme indice d'émergence d'un projet hégémonique

Comme précisé dans la première partie, il y a un intérêt particulier à entrer dans la problématique du *projet hégémonique* émergeant au début des années 1990 par le biais du *moment sémiotique*. La première manifestation de ce *projet hégémonique* est en effet l'affirmation d'une situation de crise – et des solutions pour en sortir – par des grands «capitaines d'industries» suisses alliés à des économistes, dans un ouvrage destiné à une large publication. En ce sens, il s'agit bien d'un acte en premier lieu sémiotique, qui vise à construire la réalité socio-économique d'une certaine manière.

Selon nous, c'est donc le *moment sémiotique*, dans la forme du premier *Livre Blanc* (Leutwiller et al., 1991), qui marque l'acte fondateur de ce projet hégémonique. De plus, ce *Livre Blanc* illustre à la fois la composition sociale des acteurs dominants du *bloc historique* émergeant³³ et la nouvelle stratégie mise en œuvre, qui vise à obtenir l'adhésion populaire par une large diffusion de ses thèses.

En outre, le développement que suit ce *projet* nous permet également d'en faire une sorte d'*histoire sémiotique* en suivant l'émergence de l'*ordre sémiotique* qui lui est associé. Il constitue en effet une rupture par rapport aux stratégies sémiotiques de légitimation qui prévalaient précédemment³⁴. D'une part, il inaugure la montée en

puissance des économistes comme acteurs politiques centraux en tant que source de légitimation par le savoir (Mach, 2002). D'autre part, il rompt avec le style d'intervention socio-politique précédemment usité en faisant appel à une légitimation «nationale-populaire», par la diffusion publique large des thèses du *projet hégémonique*, visant notamment à discréditer la légitimation par les procédures qui prévalait dans les arrangements dits «néo-corporatistes». Ce type d'intervention s'institutionnalise d'ailleurs à la fin des années 1990 avec la création du *think tank* «Avenir Suisse»³⁵ et du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)³⁶.

Dans des périodes de grands changements, l'indétermination sociale suscite une lutte sémiotique pour «fixer» la signification de processus sociaux complexes, ce qui explique l'importance particulière que revêt cette dimension à ce moment-là: «Réussir à convaincre que le <monde va vers...> une certaine direction ne signifie pas autre chose que réussir à convaincre du caractère inéluctable de sa propre action et obtenir un consensus passif pour sa mise en œuvre» (Gramsci, 1990: 143).

Raphaël Ramuz
Raphael.Ramuz@unil.ch

Bibliographie

- Aglietta M. (1997), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Odile Jacob.
- Baltensperger E. (2005), *Mut zum Aufbruch. 10 Jahre Danach*, Zürich, Orell Füssli.
- Borner S. et Bodmer F. (2004), *Wohlstand ohne Wachstum – Eine schweizer Illusion*, Zürich, Orell Füssli.
- Boyer R. (2004a), *Théorie de la régulation : 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte.
- Boyer R. (2004b), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob.
- Chouliaraki, L. et Fairclough N. (1999), *Discourse in late modernity. Rethinking critical discourse analysis*, Edinburgh, Edinburgh University Press.

32. Pour de des illustrations de ce discours, voir les deux «Livres Blancs» (Leutwiller et al., 1991; Moser et al., 1991; Pury et al., 1996) ainsi que les productions d'Avenir Suisse (Borner et Bodmer, 2004; Rentsch et al., 2004; Wagschal et al., 2003).

33. L'ouvrage est signé par des grands entrepreneurs et des économistes. Il s'appuie sur une étude menée par des économistes (Moser et al., 1991). Pour une description

détaillée des acteurs, voir Udry et Marquis (1996) et Mach (1999).

34. L'un des éléments de ce changement est la substitution de la légitimation par l'expertise économique à celle de l'expertise juridique.

35. Fondation créée par 14 multinationales suisses et destinée à diffuser les thèses (néo-)libérales.

36. Secrétariat d'Etat créé en 1999 au sein du Département fédéral de l'économie. L'une des nouveautés du Seco est d'inscrire l'expertise économique dans la matérialité institutionnelle de l'Etat, lui conférant une capacité d'analyse économique qu'il ne possédait pas auparavant. L'aspect significatif de ce processus dans le cadre du *projet hégémonique* est que les économistes qui constituent cette expertise sont proches des auteurs des *Livres Blancs*.

- Demirovic A. (1992), «Regulation und Hegemonie. Intellektuelle, Wissenspraktiken und Akkumulation», in Demirovic A., Krebs H.-P., Sablowski T. (éds), *Hegemonie und Staat. Kapitalistische Regulation als Projekt und Prozess*, Münster, Westfälisches Dampfboot.
- Fairclough N. (1992), *Discourse and social change*, Cambridge, Polity.
- Fairclough N. (2003), *Analysing discourse. Textual analysis for social research*, Londres, Routledge.
- Fairclough N., Jessop B. et Sayer A. (2002), «Critical realism and semiosis», *Journal Critical Realism*, Vol. 1, N° 5, 2-10.
- Foucault M. (1971), *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- Genberg, H. et Kohli, U. (1997), «Recent developments in Swiss monetary policy», in P. Bachetta et W. Wasserfallen (éds), *Economic policy in Switzerland*, Londres, MacMillan.
- Godelier M. (1984), *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard.
- Gramsci A. (1990), *Cahiers de prison* (Vol. IV), Paris, Gallimard.
- Guex, S. (1998), *L'argent de l'Etat. Parcours des finances publiques au XX^e siècle*, Lausanne, Réalités Sociales.
- Harvey D. (1996), *Justice, nature and the geography of difference*, Londres, Blackwell.
- Hirsch J. (2002), *Herrschaft, Hegemonie und politische Alternative*, Hambourg, VSA.
- Husson M. (2001) «L'Ecole de la Régulation, de Marx à la fondation Saint-Simon : un aller sans retour ?» in Bidet J., Kouvélakis E. (éds), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF.
- Jessop B. (1990), *State theory. Putting the capitalist state in its place*, University Park, Pennsylvania University Press.
- Jessop B. (2002), *The future of the capitalist state*, Londres, Polity.
- Jessop B. (2004), «Critical semiotic analysis and cultural political economy», *Critical Discourse Studies*, Vol. 1, N° 2, 159-174.
- Jessop B. et Sum N.-L. (2006), *The regulation approach and beyond: putting capitalist economies in their places*, Aldershot, Edward Elgar.
- Jost H.-U. (1986), «Critique historique du parti politique», *Annuaire Suisse de Science Politique*, N° 26, 317-332.
- Jost H.-U. (2001), «Critique historique du consensus helvétique», *Traverse*, N° 1, 57-79.
- Jost H.-U. (2005), «Aperçus théoriques des relations entre l'Etat, l'économie et le capital entre 1870 et 1913. Le cas de la Suisse» in Jost H.-U., *A tire d'ailes. Contributions de Hans-Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, [1980].
- Katzenstein P.J. (1985), *Small states in world markets*, Ithaca, Cornell University Press.
- Laclau E. et Mouffe C. (2001), *Hegemony and socialist strategy. Towards a radical democratic politics*, Londres, Verso.
- Lambelet J.-C. (1993), *L'économie suisse*, Paris, Economica.
- Leutwiller E., Baltensperger E., Bernasconi P.H., Hayek N., Krauer A., Lestsch H., Linder W., Maucher H., Moser P., Schindler D., Schmidheiny S., Schürer W., Schwarz G. et Vallender, K. (1991), *Schweizerische Wirtschaftspolitik im Internationalen Wettbewerb. Ein Ordnungspolitisches Programm*, Zürich, Orell Füssli.
- Lipietz A. (1988), «De l'Althusserisme à la Théorie de la Régulation», *Couverture Orange CEPREMAP* (8920).
- Lordon F. (1999), «Vers une théorie régulationniste de la politique. Croyances économiques et pouvoir symbolique», *L'année de la Régulation*, Vol. 3, Paris, La Découverte.
- Mach A. (1998), «Quelles réponses politiques face à la globalisation et à la construction européenne ? Illustration à partir de la révision de la loi suisse sur les cartels», *Revue Suisse de Science Politique*, Vol. 4, N° 2, 25-49.
- Mach A. (2002), «Economists as policy entrepreneurs and the rise of neo-liberal ideas in Switzerland during the 1990's», *Economic Sociology European Electronic Newsletter*, Vol. 4, N° 1.
- Mach A. (2006), *La Suisse entre internationalisation et changements politiques internes. La législation sur les cartels et les relations industrielles en Suisse dans les années 1990*, Zürich, Rüegger.
- Mach A. (éd) (1999), *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*, Zürich, Seismo.
- MacLeod G. (1997), «Globalizing Parisian thought-waves: recent advances in the study of social regulation, politics, discourse and space», *Progress in Human Geography*, Vol. 21, N° 4, 530-553.
- Mandel E. (1985), *La Crise*, Paris, Flammarion.

- Marx K. (1993), *Le Capital. Livre I*, Paris, PUF.
- Masnata F. et Rubattel C. (1995), *Le Pouvoir Suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey, Editions de l'Aire.
- Meiksins Wood E. (1995), « The separation of the <political> and the <economy> in capitalism », in E. Meiksins Wood (éd), *Democracy against capitalism. Renewing historical materialism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Moser P., Hauser H., Schwarz G. et Vallender, K. (1991), *Schweizerische Wirtschaftspolitik im internationalen Wettbewerb. Eine ordnungspolitische Analyse*, Zürich, Orell Füssli.
- OFS (2005), *L'économie suisse des années 90 à nos jours. Faits marquants et analyses conjoncturelles*, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique (OFS).
- Ollman B. (2005), *La dialectique mise en oeuvre. Le processus d'abstraction dans la méthode de Marx*, Paris, Syllepse.
- Overbeek H. (éd) (1993), *Restructuring hegemony in the global political economy*, Londres, Routledge.
- Palan R. et Cameron A. (2004), « Empiricism and objectivity: post-structural empiricism and the imagined economies of globalization » *Cultural Political Economy Working Paper Series*, Lancaster, University of Lancaster.
- Pelizzari A. (2001), *Die Ökonomisierung des Politischen*, Konstanz, UVK.
- Polanyi K. (1983), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- Polanyi K. (1986), « La fallace de l'économisme », *Bulletin du MAUSS*, N° 18, 11-26.
- Poulantzas N. (1978), *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, PUF.
- Pury D., Hauser H. et Schmid B. (1996), *Ayons le courage d'un nouveau départ. Un programme pour la relance de la politique économique en Suisse*, Zürich, Orell Füssli.
- Ramuz R. (2005), « The place of knowledge-based economy semiosis in the constitution of a hegemonic project: discursive aspects of a state project in the Helvetic social formation », Papier présenté au Workshop: *Cultural Political Economy and the KBE. Discourses of the KBE, Institute for Advanced Studies*, Lancaster University, 30.11/1.12.2005.
- Rentsch H., Flückiger S., Held T., Heiniger H. et Straubhaar T. (2004), *Ökonomik der Reform: Wege zu mehr Wachstum in der Schweiz*, Zürich, Orell Füssli.
- Sum N.-L. (2004), « From <integral state> to <integral world economic order>: towards a neo-gramscian cultural international political economy », *Cultural Political Economy Working Paper Series*, University of Lancaster.
- Théret B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique. Esquisse d'une théorie régulationniste des limites de l'Etat*, Paris, PUF.
- Tran H. H. (2003), *Relire <Le Capital>. Marx critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique* (2 tomes), Lausanne, Page 2.
- Udry C.-A. (1991), « Dix ans d'économie suisse: ligne droite et virage », in Masnata F. (éd), *Le Pouvoir Suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Vevey, Editions de l'Aire.
- Udry C.-A. et Marquis J.-F. (1996), « Le renouveau de tous les dangers » *Le Livre Noir du Libéralisme*, Vevey, Editions de l'Aire.
- Vadée M. (1992), *Marx penseur du possible*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Wagschal U., Ganser D. et Rentsch H. (2003), *Cavalier seul*, Genève, Labor et Fides.